



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 7 juillet 1971

à 15 heures

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

## SOMMAIRE

Pages

## Point 2 de l'ordre du jour :

Examen général de la politique économique et sociale internationale (*suite*)

## Orateurs :

M. Stanovnik (CEE) .....	33
U Nyun (CEAEO) .....	35
M. Quintana (CEPAL) .....	37
M. Gardiner (CEA) .....	38
M. El-Naggar (BESNUB) .....	39
M. Vinci (Italie) .....	40

Président : M. DRISS (Tunisie)

## POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale (*suite*) [E/4942, E/4984, chap. III; E/5004, E/5005, E/5007, E/5009, E/5010, E/5016, E/C.2/726]

1. M. STANOVNIK (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe) dit que, dans la région dont s'occupe la CEE, la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement s'ouvre dans un climat d'incertitude. La croissance économique des pays socialistes d'Europe orientale s'est poursuivie à un rythme dynamique, mais dans les pays d'Europe occidentale, où la pression des coûts se maintient, les gouvernements semblent rester dans l'expectative, et il n'y a eu aucune action concertée capable d'avoir un effet décisif, même si, en 1970 et pendant la première moitié de 1971, on a vu apparaître une sorte de consensus quant à l'impossibilité de remédier à l'inflation par les coûts en freinant l'expansion. On voit donc se développer des politiques d'expansion, mais sans harmonisation ni synchronisation. Par ailleurs, les marchés des devises ont subi une grave crise monétaire (apparemment due à des mouvements spéculatifs rapides de capitaux à court terme plutôt qu'à des tendances de la balance des paiements) qui, du point de vue du commerce extérieur, a eu des répercussions sévères sur les mouvements des prix, plus particulièrement en Europe occidentale, où les prix des articles manufacturés exportés vers l'Europe orientale ont augmenté beaucoup plus rapidement que les prix des articles exportés par les pays d'Europe orientale. Il n'est pas certain que le caractère en apparence "transitoire" de cette tendance se vérifie si l'on considère l'évolution à long terme. C'est pourquoi la CEE cherche à déterminer les tendances à long terme dans la région, puisqu'elles peuvent avoir des répercussions profondes et étendues sur le

développement économique mondial. Il ne faut pas oublier en effet que les exportations de la région de la CEE représentent 75 p. 100 du commerce d'exportation mondial, et, si l'on exclut les exportations des États-Unis d'Amérique, 50 p. 100.

2. Certaines des conclusions préliminaires qui se dégagent de l'Étude du Secrétariat sur la situation économique de l'Europe en 1970 (E/ECE/777 et Add.1) méritent de retenir l'attention du Conseil. La première partie de l'Étude, qui porte sur les tendances structurelles de l'industrie manufacturière européenne, montre que les changements intervenus dans les structures des principales branches d'industrie des pays d'Europe orientale et d'Europe occidentale ont eu pour effet de favoriser le rapprochement vers un schéma de production, par branche d'activité, qui ne diffère guère d'un pays à l'autre. Ainsi, on constate que, plus l'industrialisation est poussée, plus la part des industries mécaniques et chimiques augmente au détriment de l'industrie textile, de l'industrie alimentaire et des combustibles. Cette tendance, qui se manifeste dans tous les pays, conduit à une structure à la fois diversifiée et intégrée. Par ailleurs, la spécialisation dans chaque branche importante est maintenant fondée sur la recherche et sur les techniques nouvelles plus que sur la dotation en facteurs de production. Il se développe ainsi un nouveau schéma d'intégration à l'échelon international, mais la place faite aux pays en voie de développement dans ce schéma reste peu importante, car leurs exportations d'articles manufacturés conservent un caractère complémentaire.

3. Une autre conclusion préliminaire importante qui se dégage de l'étude que mène la CEE sur la "cohérence" du commerce extérieur est qu'il n'apparaîtrait pas impossible d'atteindre les objectifs de croissance fixés pour la deuxième Décennie du développement à condition, d'une part, que le taux d'accroissement de la production des pays en voie de développement se maintienne à un niveau élevé et, d'autre part, que les nouvelles structures industrielles en Europe restent les mêmes. En revanche, si le taux d'accroissement de la production de ces pays n'atteignait que 3 p. 100, la réalisation des objectifs fixés serait fortement compromise, à moins qu'ils ne parviennent à remplacer leurs importations d'articles manufacturés en provenance des pays développés par un commerce "horizontal" c'est-à-dire une intensification des échanges entre pays en voie de développement, ce qui semble encore difficilement réalisable. Ainsi, c'est avec raison que le Comité de la planification du développement a souligné la nécessité de faire rapport de façon suivie sur les progrès réalisés par les pays développés, qu'il s'agisse des pays à économie de marché ou à économie planifiée, parce que la croissance économique et l'évolution des structures économiques de ces pays ont, sur le tiers monde, des répercussions impor-

tantes qui doivent être régulièrement évaluées. De son côté, la CEE pourrait être utilisée pour évaluer non seulement les réalisations des pays en voie de développement de sa région, mais aussi l'importance relative de la croissance économique des pays développés membres de la CEE.

4. Le thème central des préoccupations de la CEE demeure les problèmes du commerce. Il faut souligner que le ralentissement général de la production ne s'est pas traduit par un fléchissement correspondant du commerce extérieur, bien que l'inflation ait profondément influé sur les prix à l'exportation. En effet, le volume des importations totales de la région a augmenté assez fortement (10 p. 100), les importations à partir des pays d'Europe méridionale et des pays en voie de développement ayant été assez élevées (aux alentours de 11 p. 100 en valeur). Le commerce Est-Ouest a été aussi très dynamique. Cette évolution a eu des conséquences pratiques en ce qui concerne les activités de la Commission. Ainsi, après avoir étudié le Rapport analytique du Secrétaire exécutif sur la situation du commerce intra-européen<sup>1</sup>, la CEE a décidé de convoquer en septembre 1971 une réunion officielle d'experts du commerce, qui devrait permettre d'aboutir à des résultats positifs. Au nombre des activités de la Commission dans ce secteur figure l'adoption de plusieurs mesures pratiques en vue de simplifier les procédures relatives au commerce international; il s'agit là d'un domaine qui peut paraître peu important à première vue, mais qui a été tellement négligé qu'une action urgente s'impose. La Commission a également adopté un programme de travail concret dans les domaines de la normalisation, de la promotion commerciale, de la coopération industrielle et technologique, qui profitera aux relations non seulement entre l'Est et l'Ouest mais aussi entre le Nord et le Sud de l'Europe. La Commission attache également beaucoup d'intérêt au développement du commerce des pays d'Europe méridionale, notamment en ce qui concerne les exportations de produits agricoles; dans ce domaine, elle collabore étroitement avec la CNUCED.

5. Il est indubitable que les rapports entre le commerce et le transfert des techniques deviennent de plus en plus étroits; autrement dit, il devient de plus en plus difficile de séparer le commerce "invisible" du commerce "visible". C'est pourquoi la CEE attache la plus haute priorité à la coopération scientifique et technique. Il y a dans ce phénomène nouveau que représente l'évolution technologique actuelle une dimension historique qui ne peut laisser indifférente aucune organisation internationale. En effet, d'une part, le coût de la recherche devient si élevé que les pays ne peuvent plus se permettre de se concurrencer et doivent au contraire rechercher la coopération et la spécialisation. D'autre part, il n'est plus possible de commencer les recherches dans un domaine sans savoir ce qui se fait ailleurs, et là encore la coopération est nécessaire pour formuler des politiques de recherche scientifique et technique, pure ou appliquée. Enfin, étant donné son coût, la recherche n'est justifiée que si les débouchés dans la production sont suffisamment importants. Le dévelop-

pement des techniques n'est donc possible que grâce à l'intégration à grande échelle des économies industrielles modernes. Pour être en mesure de faire face à ces problèmes, la CEE a décidé de créer un organe subsidiaire principal dénommé "Conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour la science et la technique", qui a déjà élaboré les plans de plusieurs projets relatifs à la gestion de l'innovation, à la prévision technologique, à l'amélioration de la compatibilité des systèmes d'information technologique, etc. Une étroite collaboration est maintenue avec l'UNESCO, qui reste le principal responsable dans le domaine scientifique, la CEE devant plus particulièrement s'occuper de l'application de la science à l'économie, ainsi que des politiques en matière de technologie. Dans le cadre de ces activités, la CEE accorde une attention particulière aux problèmes des pays les moins développés de la région européenne, en vue de combler le "fossé technologique". Il faudra également envisager les moyens qui permettront aux plus avancés des pays de la région d'aider les pays en voie de développement. Il sera certainement possible de faire beaucoup sur le plan pratique, dans le cadre de la deuxième Décennie du développement, en coopération avec l'ONUDI, notamment, qui a pris récemment une décision importante concernant l'intensification de sa coopération avec la CEE.

6. Dans un autre domaine, la CEE est consciente que le progrès technique s'accompagne d'un certain nombre de conséquences néfastes, notamment dans le domaine de l'environnement. Elle a récemment organisé à Prague un Colloque sur les problèmes de l'environnement. Le titre de cette réunion, qui a remporté un grand succès, avait été modifié en raison d'une question de participation des pays; grâce à ce changement, il a été possible, conformément aux pratiques suivies par la CEE pour les réunions tenues hors de Genève, d'autoriser des experts de la République démocratique allemande à participer aux débats techniques, auxquels ils ont pu apporter une contribution importante. La Commission a également décidé de créer un organe subsidiaire principal appelé "Conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour les problèmes de l'environnement", qui doit assurer la coopération au niveau intergouvernemental. Le Colloque de Prague a permis de réaliser des progrès importants en vue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, qui doit se tenir à Stockholm. Ses travaux ont eu aussi des répercussions sur ceux de presque tous les principaux organes subsidiaires de la CEE, et notamment sur le Comité des transports intérieurs (pour ce qui concerne les problèmes de sécurité routière, de sécurité des transports, etc.), le Comité de l'énergie électrique (diminution de l'importance du charbon au profit du pétrole et du gaz naturel), le Comité des problèmes agricoles et le Comité du bois (utilisation des pesticides et des engrais, importance du patrimoine forestier), etc.

7. Consciente de la nécessité de veiller à ce que les projections économiques ne servent pas uniquement à prédire l'avenir, mais aussi à mieux comprendre le présent, la CEE a décidé de réorganiser le travail des Conseillers économiques des gouvernements des pays de la CEE en l'orientant davantage vers l'élaboration de politiques concernant l'avenir, compte tenu de l'interaction des différents problèmes économiques qui se posent, à l'inté-

<sup>1</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.II.F/Mim.21.

rieur d'un contexte global. En effet, la tâche d'une organisation internationale telle que la CEE devrait être d'aider les pays à prévoir les crises économiques afin de les éviter, au lieu d'intervenir après coup comme "brigade de secours".

8. La CEE fêtera en 1972 son vingt-cinquième anniversaire, qui devrait être l'occasion de faire le bilan des réalisations passées et de voir quelles sont les tâches nouvelles qui l'attendent. Les conditions qui avaient présidé en 1947 à sa création ont évidemment beaucoup changé, mais il serait erroné de vouloir faire table rase du passé. S'il semble en effet impossible de songer à une collusion entre les systèmes différents, et chacun fortement intégré, d'Europe occidentale et d'Europe orientale, le Secrétaire exécutif de la CEE est néanmoins convaincu qu'une coopération plus étroite est à la fois indispensable et réalisable. D'ailleurs, l'atmosphère actuelle de détente et de rapprochement est propice à cette coopération. Il ne faut donc pas détruire ce qui a été fait, mais regarder vers l'avenir dans un esprit créateur. Etant donné que la CEE englobe la totalité des pays européens à l'exception de la République démocratique allemande, elle semble être l'instrument idéal pour réaliser un tel objectif. Pour ce faire, les mécanismes existants sont parfaitement suffisants, et tout dépend uniquement de la volonté politique des gouvernements. C'est pourquoi il est très réconfortant de constater que les pays de la CEE portent un intérêt croissant à la coopération par le biais des instruments de la CEE. Comme le disait M. Gunnar Myrdal lorsqu'il était Secrétaire exécutif de la Commission, le temps travaille en faveur, non pas de l'Orient, ou de l'Occident, mais de l'humanité tout entière. Il faudrait que ces mots soient placés en exergue de la deuxième Décennie du développement.

9. U NYUN (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient) déclare que la situation économique s'est sensiblement améliorée en Asie en 1970/71; la forte progression enregistrée dans l'agriculture depuis quelques années s'est poursuivie. En 1970, comme en 1969, la plupart des pays de la région ont atteint le taux de croissance de 5 p. 100 prévu pour la première Décennie du développement. Dans l'agriculture, les techniques de la "révolution verte" se répandent d'année en année. Quant au développement industriel, il a progressé rapidement, surtout dans les pays qui ont dépassé la première phase d'industrialisation. Enfin, les efforts d'épargne et d'investissement des pays de la CEAEO ont été louables : certains pays ont atteint des taux d'épargne supérieurs à 20 p. 100. Cependant, il faut s'attendre à ce que les économies des pays de la CEAEO soient affectées par la diminution des taux de croissance des pays industrialisés, due à des mesures anti-inflationnistes.

10. Dans l'ensemble, la première Décennie a été une réussite dans les pays de la CEAEO. Cependant, la croissance démographique rapide a réduit l'augmentation du revenu par habitant, qui n'a été que de 1,9 p. 100 pendant la période 1960-1968. De plus, des inégalités accrues des revenus ont causé un certain mécontentement

social. Les peuples d'Asie veulent que le développement national aille de pair avec le bien-être social.

11. Le Secrétaire exécutif de la CEAEO se félicite de l'issue de la réunion du Conseil des ministres pour la coopération économique en Asie, tenue à Kaboul en décembre 1970. A cette réunion on a accordé une importance vitale à la promotion du commerce intra-régional en proposant des mesures précises pour la création d'une Banque asiatique de réserve et le lancement d'un plan d'expansion du commerce intrarégional. Comme suite à cette réunion, un projet d'accord a été élaboré pour la création d'une Union asiatique de compensation.

12. La CEAEO attache une importance particulière aux projets de coopération régionale. Un grand nombre de projets de ce genre ont été exécutés par le secrétariat de la CEAEO en collaboration étroite avec le Bureau de la coopération technique, le PNUD et diverses institutions spécialisées. Parmi ceux qui ont abouti à des succès notables, on peut mentionner le projet de mise en valeur du bassin inférieur du Mékong, le projet de la route d'Asie, le projet de chemin de fer transasiatique, l'Institut asiatique pour le développement économique et la planification, la Banque asiatique de développement, le Conseil asiatique du développement industriel, l'Institut asiatique de statistique, le Centre CEAEO de promotion commerciale, le réseau de télécommunications asiatique, etc. La CEAEO envisage maintenant de nouveaux projets tels qu'un Centre asiatique d'administration du développement, un Centre de lutte contre les dommages causés par les typhons et les cyclones, des consultations périodiques sur le riz, l'intensification du programme relatif à la politique démographique, l'amélioration des principaux ports de la région, l'amélioration des communications entre les îles, le développement du tourisme, etc.

13. Cette année, la Commission a recommandé que le Royaume de Tonga et la République de Nauru deviennent membres, et le Protectorat des îles Salomon britanniques membre associé. Les pays du Pacifique Sud viennent ainsi se joindre à ceux d'Asie, justifiant encore davantage l'appellation de la CEAEO. Sur cette vaste étendue géographique vit plus de la moitié de la population du monde; U Nyun demande au Conseil de tenir compte de cela pour fournir à la Commission les ressources dont elle a besoin. Les missions conjointes et autres formes d'assistance multidisciplinaire, qui prennent une place croissante dans le programme de travail de la CEAEO, créent un cadre institutionnel dont l'ONU peut se servir pour ses programmes de développement. Pour cela aussi, il sera utile de fournir à la Commission les ressources nécessaires.

14. Pendant l'année considérée, de gros progrès ont été faits dans le sens de l'harmonisation des plans relatifs aux produits de base. Les Gouvernements de l'Inde, de l'Indonésie et de la Malaisie ont signé, à la vingt-septième session de la Commission, un accord créant la Communauté du poivre. Des progrès satisfaisants ont été réalisés en ce qui concerne la Communauté asiatique de la noix de coco. La question de consultations régionales sur le riz et d'autres céréales est étudiée en coopération avec la CNUCED et la FAO.

15. Dans le domaine du commerce international, en dehors de la création d'une Union asiatique de compensation, l'établissement d'un plan de crédit à l'exportation est préparé activement, de même que la création du Centre CEAEO de promotion commerciale et la troisième Foire commerciale internationale d'Asie, qui doit avoir lieu à New Delhi en 1972. Tous ces projets sont exécutés conjointement par le secrétariat de la CEAEO et les organismes des Nations Unies, et à ce propos U Nyun tient à rendre particulièrement hommage à la CNUCED pour son assistance.

16. Pour ce qui est du développement industriel, la deuxième Conférence asiatique sur l'industrialisation, convoquée par la CEAEO en coopération avec l'ONUDI en septembre 1970, a énoncé un certain nombre de principes directeurs dans le contexte de la deuxième Décennie du développement. Un Institut du fer et de l'acier de l'Asie du Sud-Est a été créé à Singapour en mars 1971, et l'on s'emploie à créer un Centre régional des ressources minérales et à constituer, pour le Pacifique Sud et l'océan Indien, des organes semblables au Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes d'Asie, qui dessert actuellement le Pacifique occidental. En ce qui concerne l'environnement, un cycle d'études aura lieu cette année à Bangkok pour préparer la conférence de Stockholm.

17. Dans le domaine des transports et communications, les travaux relatifs à l'évaluation des besoins en matière de transport, à la planification de la circulation urbaine, au tourisme, au transport par conteneurs, aux ports, progressent dans de bonnes conditions, ainsi que le projet CEAEO/UIT relatif à un réseau de télécommunications asiatique. Le projet relatif au chemin de fer transasiatique a lui aussi avancé. L'UPU s'est jointe aux autres organisations qui collaborent avec la CEAEO au niveau régional, en mettant à la disposition de celle-ci un conseiller qui suggérera des plans en vue de l'amélioration de tous les aspects des systèmes postaux.

18. Dans le domaine de la mise en valeur des ressources hydrauliques, le Plan indicatif pour le bassin inférieur du Mékong a été élargi. La CEAEO envisage d'étudier les ressources potentielles d'autres fleuves internationaux en Asie.

19. A la suite des catastrophes qui se sont produites récemment aux Philippines et au Pakistan oriental, la CEAEO et l'OMM sont plus décidées que jamais à intensifier leur collaboration. Le Comité CEAEO/OMM des typhons a pris des mesures pour améliorer les moyens météorologiques de prévision, et a transféré son centre d'activité à Manille. Un Comité CEAEO/OMM des cyclones tropicaux doit être créé prochainement.

20. Dans le domaine des statistiques, la Commission a continué à fournir une assistance considérable en ce qui concerne la méthodologie, la normalisation et la formation. En particulier, une importance considérable est attachée à la formation en matière de traitement des données. L'Institut asiatique de statistique, inauguré en juin 1970, est maintenant bien établi et répond aux espoirs placés en lui.

21. Dans le domaine du développement social, auquel la Commission attache la plus grande importance, il faut mentionner les réunions du Groupe d'experts du développement social et le premier Cycle d'études régional sur les jeunes et le développement national, qui ont eu lieu en 1970.

22. La Division de la population de la CEAEO, créée en 1969, a mis en œuvre un certain nombre de projets opérationnels, groupés sous la désignation de "Programme asiatique de la population". En outre, la deuxième Conférence asiatique de la population doit avoir lieu à Tokyo en octobre 1972.

23. Un programme d'administration du développement a été mis en œuvre pour permettre aux pays de remédier aux difficultés d'exécution de leurs plans. U Nyun rappelle que la Commission a adopté la résolution 117 (XXVII), qui prévoit la création du Centre asiatique d'administration du développement.

24. Parmi les projets régionaux en cours, le Secrétaire exécutif mentionne les excellents progrès accomplis dans l'exécution du projet de mise en valeur du bassin inférieur du Mékong, dans le cadre duquel un programme de préinvestissement a été mis en œuvre pour permettre aux pays riverains de préparer des projets agricoles pilotes destinés à être exécutés avec l'assistance du PNUD. Le projet du Mékong constitue un excellent exemple de coopération entre organisations internationales et gouvernements, dans une région pourtant affectée par la guerre.

25. En 1970, l'Institut asiatique pour le développement économique et la planification a reçu 239 stagiaires, fonctionnaires de rang élevé des pays de la région.

26. Dans le cadre du projet de la route d'Asie, l'itinéraire est/ouest et les liaisons avec les pays voisins prévus pour la fin de la première Décennie du développement sont presque achevés. L'attention se porte maintenant sur l'amélioration de la circulation et la simplification des formalités aux frontières. Cependant, certains tronçons ne sont pas encore prêts, et d'autres sont à améliorer.

27. Par ailleurs, la Banque asiatique de développement, créée en 1966, est maintenant un instrument essentiel du développement en Asie.

28. En ce qui concerne l'évaluation des progrès pendant la deuxième Décennie du développement, un groupe d'experts qui s'est réuni en janvier 1971 aidera le secrétariat, sur une base permanente, à conseiller les pays qui en feront la demande.

29. Depuis des années, la CEAEO a lancé, dans des conditions très difficiles, des projets et des programmes qui ont parfois un budget très supérieur au sien. Elle a créé un mécanisme institutionnel vital pour la planification et la coordination du développement. Sur la base de son expérience, elle demande à l'ONU de se servir dans toute la mesure possible du cadre régional lors de la programmation et de la coordination des politiques globales. Plus que jamais, le rôle de la Commission doit être reconnu et ses efforts soutenus. La CEAEO compte donc sur la coopération active de l'ONU, de ses institutions et organes, des autres commissions économiques régionales et du Conseil



économique et social. En outre, les pays d'Asie ont à faire face à des problèmes urgents - notamment dans le domaine du commerce et de l'aide - qui ne peuvent pas être résolus sans la coopération des pays développés.

30. U Nyun conclut en exprimant l'espoir qu'au cours de la deuxième Décennie les pays développés et les pays en voie de développement forgeront une alliance solide pour améliorer la vie des peuples d'Asie et du monde.

31. M. QUINTANA (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine) dit que le rythme de la croissance économique s'est amélioré en Amérique latine au point que le revenu par habitant a augmenté de plus de 3,5 p. 100 par an dans l'ensemble de la région au cours des trois dernières années, malgré le niveau élevé de croissance démographique qui est celui de la plupart des pays d'Amérique latine. Sur les 19 pays pour lesquels on possède des données statistiques, 11 ont enregistré un taux de croissance annuelle supérieur à 5 p. 100. En outre, dans aucun des 8 autres pays ce taux n'a été inférieur au taux de croissance démographique.

32. Les secteurs qui se sont développés le plus rapidement depuis 1968 ont été la construction, les services de base et l'industrie manufacturière, qui ont enregistré un taux d'accroissement moyen de 9 p. 100 environ. Les taux de croissance des autres secteurs ainsi que des investissements et de la consommation des particuliers sont encourageants, car ils prouvent que l'Amérique latine est une région très capable de tirer parti de son potentiel. En outre, les progrès accomplis dans cette région ont atteint un plus grand nombre de pays et ont été mieux répartis entre les différents secteurs.

33. Si l'on examine la structure de la croissance économique en tenant compte des problèmes de développement économique et social de l'Amérique latine, on peut mieux juger des objectifs à atteindre sur le plan national et des modifications à apporter à la coopération économique et technique extérieure dans le cadre de la Stratégie internationale pour la deuxième Décennie. Les incidences sociales de la croissance économique de l'Amérique latine restent limitées, car, si les progrès techniques et l'amélioration des revenus continuent d'être le privilège du secteur moderne de l'économie latino-américaine, les autres secteurs (dans lesquels la majeure partie de la population active est employée) sont restés en marge de ce progrès. Il existe donc encore de nombreux groupes défavorisés et non intégrés, et c'est certainement le problème le plus grave et le plus complexe que connaisse actuellement l'Amérique latine. Il faut donc associer ces groupes au mouvement d'évolution et de progrès, et leur donner accès au progrès technique et à un niveau de vie meilleur grâce à une répartition plus équitable du revenu.

34. Abordant la question du commerce extérieur et du financement extérieur, M. Quintana signale que la valeur des exportations de la région s'est accrue de 9,5 p. 100 en 1970, contre 11 p. 100 en 1969. L'Amérique latine continue néanmoins à céder du terrain sur les marchés mondiaux, puisque le taux de croissance annuelle du commerce mondial a été de 14 p. 100 environ pour la

même période. Le volume des exportations ne s'est accru que de 3,4 p. 100, chiffre très inférieur à celui de 1969.

35. La valeur des importations de la région s'est accrue en 1970, pour la troisième année consécutive, d'environ 12,5 p. 100. Le fait que les importations se soient accrues plus rapidement que les exportations a suscité une réduction de l'excédent du commerce extérieur, et l'on constate que le compte courant de la balance des paiements accuse un déficit supérieur à celui des années précédentes. Ce déficit du compte courant de la balance des paiements a été déterminé presque exclusivement par des transferts de fonds à l'étranger. Ce déficit a été financé par les rentrées nettes de capitaux, qui ont également aidé à améliorer les réserves nettes internationales. Toutefois, une grande partie du financement global se fait sous forme de capitaux à court terme, et par conséquent les réserves internationales seront beaucoup plus vulnérables, dans un proche avenir, aux fluctuations externes ou internes.

36. L'accroissement continu de la dette extérieure est un motif de grave préoccupation pour l'Amérique latine. Il convient de signaler à ce propos que les conditions des prêts que les pays d'Amérique latine peuvent obtenir ne se sont pas améliorées : les taux d'intérêt restent très élevés, les périodes d'amortissement sont courtes et la pratique de l'aide liée persiste.

37. Les nouveaux investissements étrangers en Amérique latine présentent deux caractéristiques particulières : premièrement, les capitaux privés étrangers tendent à se concentrer dans des activités destinées à satisfaire la demande interne; deuxièmement, les investissements privés servent fréquemment à acquérir des entreprises commerciales, industrielles ou financières existantes, dans le cadre du processus de dénationalisation. Par ailleurs, les investissements étrangers se rencontrent le plus souvent dans les secteurs les plus dynamiques de l'industrie, tels que la métallurgie et les produits chimiques, sans mentionner les importants investissements pratiqués dans les secteurs bancaire et financier. Il est donc normal que l'on commence à prendre des mesures dans la région pour que les pays puissent exercer un contrôle sur certaines activités de premier plan.

38. Certains événements récents ont eu des répercussions sur les tendances économiques en Amérique latine. L'accord sur le pétrole, élaboré lors de la conférence de Téhéran, est un exemple encourageant des résultats que peuvent obtenir des pays en voie de développement en coordonnant leurs efforts. L'Amérique latine, et en particulier le Venezuela, pourront maintenant augmenter leurs recettes grâce aux exportations de pétrole. Un autre événement qui favorisera l'accroissement des exportations des pays en voie de développement, et notamment des pays de l'Amérique latine, est l'accord réalisé au sein de la CNUCTD à la fin de 1970 au sujet de la mise en œuvre d'un système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, en faveur des articles manufacturés et semi-manufacturés des pays en voie de développement<sup>2</sup>. On

<sup>2</sup> Voir *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quatrième session extraordinaire, Supplément No 1* (CTD/B/332), décision 75 (S-IV).

peut également espérer que, grâce à la Stratégie internationale du développement, le commerce international prendra une nouvelle orientation, fondée sur ce qu'il est convenu d'appeler le principe de la réciprocité implicite en faveur des pays en voie de développement.

39. Au début de 1970, le système des droits de tirage spéciaux a été inauguré en vue de constituer une nouvelle unité de réserve destinée à favoriser une plus grande liquidité du système monétaire mondial. La valeur des droits de tirage spéciaux accordés à l'Amérique latine représente à peine 2 p. 100 des importations de biens et de services de la région. Les pays en voie de développement ont besoin d'une aide financière plus importante pour développer leur commerce extérieur et accélérer leur croissance économique, et il faudrait que l'on revoie les critères qui ont régi l'attribution des droits de tirage spéciaux au cours de la période 1970-1972.

40. Les problèmes monétaires que le monde a connus récemment suscitent une grave inquiétude en Amérique latine. Il est généralement admis que les États-Unis d'Amérique ne pouvaient éviter de prendre certaines mesures pour soulager la tension de leur balance des paiements afin de renforcer le système monétaire international, mais il ne faudrait pas que ces mesures (ainsi que les autres mesures adoptées sur le plan national et international) compromettent les relations commerciales et financières des pays industrialisés avec les pays en voie de développement.

41. Les pays d'Amérique latine ont donc encore un grand nombre de problèmes à résoudre. Aussi M. Quintana espère-t-il que, lors de la prochaine session de la CNUCED, les pays à revenu élevé se montreront décidés à prendre des mesures pratiques en faveur d'une coopération efficace pour aider ces pays.

42. Lors de la quatorzième session de la CEPAL, il a été essentiellement question de la deuxième Décennie du développement et de l'importance que présente pour l'Amérique latine la Stratégie internationale du développement. La Commission a adopté la résolution 310 (XIV), qui contient des recommandations adressées aux pays en voie de développement et aux pays développés, ainsi qu'au secrétariat de la CEPAL. Il est recommandé aux pays en voie de développement de définir le plus tôt possible les objectifs économiques et sociaux de leur programme national pour la décennie en cours, d'améliorer leur système de planification et leurs services statistiques, et de promouvoir l'application des principes adoptés dans la Stratégie internationale du développement. Les pays développés et les organisations internationales sont invités à faire connaître en temps utile les mesures qu'ils adoptent pour appliquer la Stratégie internationale. Le secrétariat de la CEPAL a reçu pour instructions de donner la priorité aux demandes des pays membres qui souhaitent obtenir une assistance technique pour l'exécution des tâches découlant de la Stratégie du développement. Dans le même ordre d'idées, il a été décidé de créer un Comité d'experts gouvernementaux des pays en voie de développement membres de la CEPAL, qui analysera les différents problèmes se rapportant à l'exécution et à l'évaluation des objectifs de la Stratégie internationale du développement.

43. La CEPAL a également examiné une autre question importante qui aura des répercussions directes sur les activités de la deuxième Décennie du développement, à savoir la troisième session de la CNUCED, qui doit se tenir à Santiago du Chili en 1972. Le secrétariat de la CEPAL, dans ses études sur la Stratégie, devra accorder un rang de priorité élevé aux questions qui se rapprochent le plus des problèmes que la CNUCED examinera, de façon que ces études, grâce aux renseignements et aux critères techniques qu'elles contiendront, viennent appuyer et harmoniser l'action des pays d'Amérique latine.

44. En concluant, M. Quintana remercie le Corps commun d'inspection des suggestions intéressantes qu'il a faites au sujet des activités du secrétariat de la CEPAL.

45. M. GARDINER (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique) déclare que, compte tenu de l'évolution de la situation économique des pays africains entre 1965 et 1969, la majorité de ces pays sont encore assez loin des objectifs de croissance annuelle moyens prévus pour la deuxième Décennie du développement. Sur les 46 pays pour lesquels on disposait de données, le taux de croissance a été inférieur à 2 p. 100 dans 10 pays, il s'est situé entre 2 et moins de 6 p. 100 dans 24 pays, et il a été de 6 p. 100 ou plus dans 12 pays. En supposant que les pays qui ont actuellement un taux de croissance annuel de 5 p. 100 ou plus ont une chance raisonnable d'atteindre les objectifs de la deuxième Décennie, deux tiers environ des pays africains, compte tenu des données préliminaires dont on dispose pour 1970, devraient y parvenir.

46. Les prévisions pour 1971 sont plus difficiles à formuler. L'augmentation du prix du pétrole, récemment négociée par l'Algérie, la Libye et le Nigéria, devrait améliorer sensiblement les recettes d'exportation de l'ensemble de la région. En revanche, la récession qui existe dans un certain nombre de pays ayant un commerce important risque de réduire la demande de certains produits africains.

47. En ce qui concerne l'avenir, il faut savoir que les plans de développement d'un certain nombre de pays africains comportent des objectifs de croissance de 6 p. 100 ou davantage. Cela suppose, de la part de ces pays et de la collectivité internationale, un effort énorme.

48. L'agriculture demeure l'activité essentielle de la plupart des pays africains. En 1970, la production agricole brute de l'ensemble de l'Afrique a progressé de près de 3 p. 100, chiffre sensiblement supérieur au taux d'accroissement moyen de la décennie précédente. En outre, la production d'animaux d'élevage a augmenté en moyenne de 3,6 p. 100 par an de 1965 à 1969, tandis que les apports de la pêche enregistraient un rapide progrès durant cette même période. Cependant, les fortes fluctuations des prix continuent à gêner les producteurs et expliquent dans une large mesure l'instabilité économique de la plupart des pays qui dépendent de leurs exportations agricoles. Il faut espérer que certains systèmes de stabilisation des prix que l'on examine depuis la création de la CNUCED seront adoptés et mis en vigueur au cours des années 70.

49. Entre 1965 et 1969, la production de pétrole brut, de gaz naturel et de minerai de nickel s'est sensiblement accrue. Il en a été de même, quoique à un degré moindre, pour le minerai de fer, la bauxite et le platine. Les producteurs de pétrole sont peu nombreux, mais plusieurs pays ont entrepris des travaux de prospection, et il est encourageant de savoir que l'on pense trouver du pétrole au large des côtes de l'Afrique occidentale.

50. Les secteurs de l'industrie manufacturière et de la construction se sont développés rapidement dans beaucoup de pays au cours des années 60. Entre 1960 et 1968, la croissance réelle de la production de ces secteurs a atteint un taux annuel moyen de 6 p. 100 environ. Le schéma de l'industrialisation a varié d'un pays à l'autre et d'une sous-région à l'autre, par suite des différences de niveau de développement économique et industriel.

51. En mai 1971, les ministres africains de l'industrie ont passé en revue les résultats obtenus dans les années 60 et les mesures qu'il faudrait prendre au cours des années 70. Ils se sont particulièrement penchés sur le problème du coût relativement élevé des industries en Afrique, sur le rôle des investissements privés étrangers, et sur la nécessité de rattacher l'industrialisation à l'emploi.

52. La production d'énergie primaire en Afrique a presque doublé de 1965 à 1969. Ce continent possède un tiers environ du potentiel hydro-électrique exploitable du monde, un dixième des réserves de pétrole connues, 23 p. 100 des réserves de gaz naturel, 15 p. 100 des différents types de réserves de charbon, et 13 p. 100 des réserves d'uranium connues. Parmi les projets hydro-électriques les plus importants, il faut citer le projet Inga, dans la République démocratique du Congo, et ceux qui sont exécutés par les Commissions des fleuves Niger et Sénégal avec le concours du PNUD.

53. La situation des transports en Afrique s'est sensiblement améliorée au cours des années 60. Cependant, il reste encore à créer un bon réseau de routes nationales ainsi qu'un système de routes de raccordement pour ouvrir les régions isolées au commerce et au développement. Il faudrait en outre construire des routes internationales pour faciliter le commerce entre les pays africains et favoriser le tourisme. A cet égard, il convient de citer trois importants projets : la route transsaharienne, dont l'étude préliminaire a été entreprise sous les auspices du PNUD, le réseau routier de l'Afrique occidentale, et l'autoroute transafricaine, dont s'occupent six Etats africains avec l'aide bénévole d'un certain nombre de programmes d'aide non africains.

54. En 1969, plus de 3 millions de touristes étrangers ont visité l'Afrique, contre 2,5 millions en 1965. L'industrie africaine du tourisme a encore besoin de s'équiper : il faut développer l'infrastructure et construire des hôtels, former des cadres, multiplier les vols à tarifs réduits entre l'Europe, l'Amérique et l'Afrique.

55. De 1965 à 1969, la valeur des exportations de marchandises est passée de 7,7 à 11,5 milliards de dollars, et la valeur des importations de 7,9 à 9,4 milliards de dollars. Cela tient au fait qu'en 1969 l'Algérie, le Nigéria, la République arabe unie et la Zambie importants exportateurs de produits minéraux ont été à l'origine de plus de

la moitié des exportations de l'ensemble de l'Afrique. Par rapport à la tendance générale des échanges avec les pays non africains, la croissance du commerce intra-africain a été lente : 3 p. 100 par an en moyenne entre 1965 et 1969.

56. En règle générale, les pays africains ont encore des difficultés de balance des paiements, et le problème du service de la dette prend de plus en plus d'importance. On ne peut guère espérer d'amélioration dans ce domaine au cours des années 70 si l'on ne s'occupe pas activement, sur le plan international, du financement du développement des pays en voie de développement. Il convient cependant de signaler que les pays africains aspirent de plus en plus à une indépendance monétaire réelle.

57. Au cours des années 60, l'aide extérieure accordée à l'Afrique a été inégalement répartie entre les pays bénéficiaires, et aussi entre les pays donateurs. C'est ainsi que les pays les mieux équipés pour absorber de l'aide ont reçu un volume d'aide par habitant supérieur à la moyenne pour la région. Heureusement, l'aide multinationale provenant notamment de la BIRD et de l'IDA a augmenté au cours des dernières années. Cette aide porte particulièrement sur les transports, l'agriculture, l'industrie manufacturière et l'éducation.

58. Au cours des années 60, la croissance démographique en Afrique a été sensiblement plus élevée que dans les pays développés. Par suite de la poussée démographique, les populations africaines sont actuellement très jeunes, et il faut s'attendre à ce que la population active africaine augmente rapidement jusqu'à la fin du siècle. L'éducation et la formation de cette main-d'œuvre risquent de poser sans tarder de sérieux problèmes.

59. C'est au cours des années 60 que la plupart des pays africains ont commencé à rechercher un développement économique indépendant. Leur expérience est précieuse; elle leur a appris qu'ils doivent maintenant utiliser au maximum leurs ressources humaines et matérielles. Il leur faut améliorer notamment la technique agricole et les services annexes et développer les moyens de communication entre les régions rurales et les régions urbaines. Ces améliorations permettraient avant tout de régler le problème de la pénurie alimentaire dans les villes, et aideraient ainsi à contenir l'inflation et à atténuer en partie les difficultés de balance des paiements.

60. Afin d'établir des directives pour une croissance et un développement équilibrés, la Conférence des ministres africains, qui s'est réunie à Tunis en février 1971, a adopté une stratégie africaine du développement pour les années 70, qui vise à éliminer les contraintes et les handicaps particuliers. On voit donc que les pays africains font l'impossible pour atteindre ou dépasser les objectifs de développement prévus par la collectivité mondiale.

61. M. EL-NAGGAR (Directeur du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth) dit que si les pays qui bénéficient d'une aide du BESNUB ont de nombreuses caractéristiques communes, chacun d'eux a aussi sa structure propre et des problèmes particuliers; ainsi, on peut distinguer les pays exportateurs de pétrole (Koweït, Arabie Saoudite, Irak), les pays dans lesquels le secteur public joue

un rôle de premier plan dans le processus de développement (Syrie et Irak), les pays les moins avancés (Yémen et Yémen du Sud), et, enfin, les pays directement touchés par la guerre qui sévit dans la région (Jordanie, Syrie et Liban).

62. Les pays exportateurs de pétrole ont l'avantage d'être à l'abri des pénuries de devises, qui constituent un des principaux obstacles au développement. Ils se caractérisent par un taux de croissance élevé du PNB et des exportations, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne se heurtent pas à des problèmes de développement, car le développement suppose une transformation structurelle de l'économie, comprenant entre autres l'établissement d'une base de production appropriée, une répartition plus équitable du revenu, une structure diversifiée de l'emploi. Pour ces pays, la diversification est un moyen d'être moins tributaires du pétrole et en même temps de modifier l'infrastructure économique et sociale. Ces pays s'efforcent d'élargir leur base de production en créant de nouvelles industries, notamment dans le secteur pétrochimique, et en exploitant leurs ressources naturelles; ils prennent aussi diverses mesures pour qu'une plus grande partie de la population bénéficie du développement. Le BESNUB suit de près l'évolution de ces pays et il s'intéresse tout particulièrement à l'aspect social du développement, en effectuant des recherches, en organisant des séminaires et en coopérant avec les autres institutions compétentes.

63. Toutefois, la diversification de la production est loin d'être une tâche aisée, et la communauté internationale devrait songer tout particulièrement à aider les pays qui sont fortement tributaires de la production et de l'exportation d'un seul produit de base. Sa responsabilité vis-à-vis des pays exportateurs de pétrole n'est pas diminuée du fait qu'ils possèdent des ressources d'investissement suffisantes, et il faudrait au moins leur apporter une assistance technique substantielle pour leur permettre de mieux équilibrer la structure de leur production et de leurs exportations. Cela est dans leur cas d'autant plus nécessaire qu'ils tirent leur principale source de revenu d'une ressource naturelle non renouvelable.

64. Quant aux pays dans lesquels le secteur public est important, ils se caractérisent essentiellement par la rapidité des changements économiques et sociaux. Dans ces pays, la plupart des problèmes de développement découlent de la nécessité d'assimiler rapidement des institutions nouvelles, de nouvelles formes d'action sociale et des rapports nouveaux entre les différents éléments du système économique et social. Le taux de croissance de ces pays est généralement supérieur à la moyenne des pays en voie de développement, mais s'il y a eu des progrès notables en ce qui concerne l'industrialisation et la mise en place de l'infrastructure économique et sociale, le rendement du secteur agricole, en revanche, a été inférieur aux prévisions. Comme ces pays possèdent déjà quelques industries assez développées, ils se soucient plus particulièrement d'encourager l'exportation de biens non traditionnels. Le BESNUB collabore étroitement avec l'ONUDI, la CNUCED et l'IDCAS (Centre de développement industriel pour les Etats arabes) à ce sujet, et espère que l'application du système généralisé de préférences bénéficiera à ces pays. L'intégration régionale et la promotion du commerce intraré-

gional seraient également avantageuses, et le Bureau, de concert avec le Conseil de l'Union économique arabe, s'efforce d'identifier les principaux obstacles au commerce et d'élaborer une stratégie d'intégration régionale réaliste. Ces pays se rendent compte également de la nécessité d'améliorer le processus de planification, et pour les y aider le BESNUB a organisé jusqu'à présent cinq séminaires sur différents problèmes de la planification. Les pays bénéficient également de l'aide de plusieurs organismes de planification, qui sont appuyés par le PNUD, en ce qui concerne la formation du personnel qui sera chargé de la planification dans les différents secteurs de l'économie.

65. Quant aux pays les moins avancés de la région, le Yémen du Sud, notamment, a récemment enregistré une baisse considérable du revenu qu'il tirait de ses principaux secteurs d'activité économique. A ce propos, M. El-Naggar tient à souligner l'utilité des travaux du Comité de la planification du développement, d'une part, qui a défini clairement la notion de pays moins développés et a permis de mieux comprendre leurs besoins et leurs problèmes particuliers, et de la CNUCED, d'autre part, qui a placé cette question au premier rang des problèmes internationaux du développement et a contribué pour une large part à l'élaboration de mesures spéciales en faveur de ces pays. La situation de ces pays est en effet extrêmement grave, et elle devrait être examinée en priorité dans le contexte de la deuxième Décennie du développement. En effet, ces pays ne possèdent même pas le cadre fondamental du développement, et ne peuvent donc bénéficier de la plupart des mesures qui sont envisagées dans le cadre de la Stratégie internationale du développement. Aussi faut-il que l'aide financière aussi bien que technique soit adaptée à leurs besoins particuliers et à leur stade de développement. A ce propos, il faut se féliciter de la décision qui a été prise récemment par le Conseil d'administration du PNUD de réexaminer les chiffres indicatifs de planification en faveur de ces pays (E/4954, p. 39).

66. Enfin, il serait peu réaliste de parler de la situation économique au Moyen-Orient sans évoquer la guerre qui y sévit et qui, si elle ne concerne directement que trois pays, n'en compromet pas moins le développement de tous les pays de la région. On n'imagine pas l'ampleur des dégâts qu'elle provoque. Certes, il est difficile de les chiffrer, mais on sait que les dépenses militaires s'élèvent à plusieurs milliards de dollars, et que les pays directement engagés dans le conflit subissent un manque à gagner en raison d'une baisse des recettes touristiques, des apports de capitaux et des exportations. A vrai dire, le coût réel de la guerre se traduit tout d'abord par les souffrances et la misère de la population. La région du Moyen-Orient a un potentiel économique immense grâce à l'abondance de ses ressources naturelles, aux compétences et à l'esprit d'entreprise de sa population et surtout à son excellent emplacement géographique, mais elle ne pourra pas l'exploiter pleinement tant qu'elle sera déchirée par la guerre.

67. M. VINCI (Italie) souligne la qualité de la documentation soumise au Conseil. Les rapports qui ont été présentés par les chefs des secrétariats de diverses organisations internationales ou institutions spécialisées et par les



secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales complètent le rapport du Secrétaire général sur les caractéristiques principales de l'économie mondiale en 1970-1971 (E/5036 et Add.1 à 3) et donnent une vue d'ensemble très claire de la situation économique internationale actuelle ainsi que des perspectives pour les prochaines années.

68. Sur la base de ces renseignements, la délégation italienne voudrait souligner tout d'abord qu'il existe une interdépendance de plus en plus marquée, non seulement entre les pays à systèmes économiques similaires, mais aussi entre les pays à systèmes économiques différents, et ensuite qu'un taux de croissance élevé et constant de l'économie des pays industrialisés, s'il risque d'accroître à brève échéance l'écart qui sépare les pays industrialisés des pays en voie de développement, constitue néanmoins, à long terme, une condition indispensable au progrès économique et social des pays en voie de développement. En Italie, par exemple, l'écart entre les régions industrialisées du Nord et les régions agricoles du Sud, qui s'était accentué dans les premières années de l'après-guerre, ne cesse aujourd'hui de diminuer. Le représentant de l'Italie insiste enfin sur la nécessité pour les pays industrialisés de faire tout leur possible pour accroître rapidement le volume de leurs échanges commerciaux avec les pays en voie de développement, et contribuer ainsi à l'expansion de leur économie.

69. Le rapport du Secrétaire général sur la situation sociale dans le monde en 1970 (E/5005), dont la parution coïncide avec le début de la deuxième Décennie du développement, est, de l'avis de la délégation italienne, extrêmement utile, car non seulement il complète l'étude sur l'économie mondiale, mais aussi il constitue un point de comparaison grâce auquel il sera possible d'évaluer les progrès qui seront réalisés au cours de la Décennie. Il faut se féliciter tout particulièrement de la franchise dont est empreint ce rapport et de la façon particulièrement courageuse dont il dénonce le phénomène de la pauvreté de masse. Il ne fait pas de doute que, face à de tels problèmes, le Conseil ne pourra plus, à l'avenir, se contenter de son rôle de coordination et qu'il devra mettre au point des politiques plus décisives en faveur du tiers monde.

70. Au cours de la deuxième Décennie du développement et conformément à la Stratégie internationale élaborée par l'Assemblée générale, le système des Nations Unies sera appelé à des tâches nouvelles et aura des responsabilités encore plus lourdes. Il possède les moyens, les organes et les instruments nécessaires, mais la délégation italienne a certains doutes quant à leur efficacité. En effet, les conflits de compétence, les doubles emplois et le gaspillage de ressources risquent de compromettre le résultat de la deuxième Décennie, alors qu'il faudrait une politique bien déterminée axée sur deux éléments fondamentaux : la programmation et la coordination, qui constituent en fait la tâche essentielle du Conseil économique et social.

71. Le développement ne peut plus en effet être envisagé en tant que phénomène purement économique, et il devra être accompagné d'un nouvel essor des secteurs sociaux traditionnels, tels que la santé publique, l'alimentation, l'éducation et l'habitation. Cette conception du dévelop-

pement intégré exige que le Conseil économique et social soit le principal organisme responsable de l'évaluation de ces problèmes, comme le Secrétaire général l'affirme fort justement dans son rapport sur un système d'examen et d'évaluation de l'ensemble des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement (E/5040). La plupart des pays sont également d'avis de donner au Conseil économique et social un rôle de premier plan. Encore faut-il préciser ce que l'on entend par "rôle de premier plan". Pour la délégation italienne, cela signifie que le Conseil doit réaliser la synthèse des évaluations faites à un autre niveau national, régional ou sectoriel, et que cette synthèse doit précéder immédiatement l'évaluation finale par l'Assemblée générale.

72. Pour que le Conseil économique et social puisse accomplir cette tâche, il est nécessaire de renforcer les organes chargés de lui soumettre des éléments d'appréciation et d'adapter ses méthodes de travail à la complexité de sa tâche. Le Secrétaire général reprend, dans son rapport sur le système d'examen et d'évaluation, les propositions qui ont été formulées à ce sujet par le Comité de la planification du développement, et la délégation italienne est disposée à les appuyer. Parmi les autres propositions intéressantes formulées par le Secrétaire général, il convient de noter celle qui tendrait à associer les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et les présidents du Comité de la planification du développement et du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement à des consultations intensives qui pourraient être tenues directement ou par l'intermédiaire d'un organe subsidiaire. La délégation italienne approuve également la proposition concernant le détachement temporaire de personnel des institutions spécialisées auprès du Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, qui doit préparer le rapport d'évaluation pour le Conseil économique et social. Il serait souhaitable, d'ailleurs, qu'un plus grand nombre de pays que ceux qui sont actuellement membres du Conseil participent à l'examen de ces problèmes, et le Conseil est déjà saisi à ce sujet d'un projet de résolution tendant à élargir sa composition (E/L.1408/Rev.1).

73. Passant à la question de la réorganisation des méthodes de travail et des procédures du Conseil, le représentant de l'Italie réaffirme que l'objectif final doit être d'accroître le prestige, les pouvoirs et les fonctions du Conseil économique et social, en raison non seulement des responsabilités que la Charte des Nations Unies a spécifiquement confiées au Conseil, mais aussi de l'évolution du monde moderne, qui montre chaque jour plus clairement que la paix et la stabilité dépendent, dans une large mesure, de la réalisation d'une meilleure justice sociale, du progrès et du relèvement général du niveau de vie.

74. Il faut tout d'abord restituer au Conseil toutes les fonctions qui lui ont été assignées par la Charte des Nations Unies, et rétablir un certain climat de confiance qui semble actuellement faire défaut. Il faut pour ce faire une volonté politique commune, mais il semble que l'affaiblissement du rôle du Conseil soit dû principalement aux divergences d'intérêt qui existent, au sein même du Conseil, entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés.

Une telle attitude, qui pouvait encore se justifier par le passé, n'a plus de raison d'être actuellement, d'autant qu'elle risquerait de créer un déséquilibre entre le Conseil et l'Assemblée générale. La délégation italienne estime que tous les pays doivent œuvrer en commun pour rétablir le climat de confiance et réintégrer le Conseil dans la plénitude de ses fonctions, afin que celui-ci puisse véritablement aider les pays moins développés et promouvoir un meilleur équilibre et une plus grande justice économique et sociale dans le monde. Elle pense surtout à cet égard à deux questions importantes, à savoir les arrangements institutionnels futurs concernant la science et la technique et le mécanisme pour l'évaluation de la Stratégie internationale du développement, au sujet desquelles le Conseil devrait être en mesure de préparer, par une discussion approfondie, les décisions qui seront prises par l'Assemblée générale.

75. Le renforcement du Conseil économique et social est lié, selon la délégation italienne, à son élargissement, et c'est pour cette raison qu'elle est coauteur d'une proposition d'amendement (E/L.1421/Rev.1) intéressant le projet de résolution présenté par la Grèce et la Nouvelle-Zélande (E/L.1408/Rev.1). Il faudrait, à son avis, que la composition du Conseil soit plus représentative et que cet organe comprenne, de façon permanente, tous les membres qui ont les moyens et la volonté de contribuer à la réalisation de la politique économique et sociale des Nations Unies. La délégation italienne peut difficilement se prononcer, au stade actuel de la discussion, sur l'ampleur que devrait revêtir cet élargissement. Elle pense que les décisions que le Conseil doit adopter concernant une participation plus large des pays membres aux deux comités qui doivent être créés pour l'évaluation de la Stratégie internationale du développement et les problèmes de la science et de la technique donneront des indications utiles à cet égard.

76. La fonction de coordination, qui est une autre attribution essentielle du Conseil, ne devrait en aucun cas être interprétée dans un contexte statique et négatif, mais être fondée sur l'idée d'une expansion modérée et raisonnable des activités de l'ONU, avec une sélection plus rigoureuse des priorités et une élimination impitoyable des causes de double emploi et de gaspillage des ressources. La délégation italienne estime en conséquence que la proposition présentée par la délégation de la France concernant l'élargissement de la composition du Comité du programme et de la coordination et la réalisation d'une étude des fonctions respectives du CPC et du Comité de coordination du Conseil (E/4986/Add.3) mérite une grande attention.

77. Tels sont, de l'avis de la délégation italienne, la place et le rôle qui devraient être confiés au Conseil économique et social dans le contexte d'une stratégie globale de la paix. Tous les organes des Nations Unies doivent avoir conscience des dangers qui menacent l'humanité et des moyens qu'ils ont à leur disposition pour parer à ces menaces. L'enjeu est en effet trop grand pour que l'on ne mette pas fin à la multiplicité des politiques et à l'éparpillement des activités qui ont caractérisé ce premier quart de siècle de l'histoire de l'ONU. De nombreuses tâches sont à entreprendre, concernant notamment le désarmement, l'achèvement de la décolonisation, la protection de l'environnement, la protection des droits et de la dignité de l'homme, et il faut que

tous les pays se mettent d'accord sur l'ordre de priorité de ces tâches et sur la nécessité de coordonner les initiatives prises dans les différents domaines. Par exemple, si l'ONU proclame, comme le propose l'Italie, une Décennie de l'environnement, il faudra assurer une coordination avec la deuxième Décennie du développement. Or, pour la délégation italienne, seul le Conseil économique et social est en mesure d'accomplir cette tâche. Pour ce faire, il ne doit pas se borner à prendre acte des décisions isolées et indépendantes des différents organes du système des Nations Unies, mais accomplir son rôle de programmation et de coordination. Renforcer le rôle du Conseil ne signifie pas que l'on veuille nier les compétences des institutions, organes et programmes du système des Nations Unies dans leurs domaines respectifs. Le Conseil devra en fait établir le programme de base qui sera approuvé par l'Assemblée générale, et dont l'exécution sera confiée aux institutions et organes des Nations Unies et coordonnée par le Conseil. Le même problème se pose au niveau national, où une programmation générale et une coordination se révèlent de plus en plus nécessaires pour un développement harmonieux de la société. Il dépend de tous les pays que la deuxième Décennie du développement concrétise dans les faits les idées de désarmement, de développement, d'environnement, et qu'elle soit marquée par un progrès tangible vers un ordre international nouveau, fondé sur la paix et la justice.

78. M. Vinci fait ensuite une déclaration au nom de la Communauté économique européenne, dans laquelle il souligne tout d'abord l'importance des négociations en cours entre la Communauté et les gouvernements des pays qui ont exprimé le désir d'en faire partie — le Royaume-Uni, la Norvège, le Danemark et l'Irlande. On sait combien le progrès de l'intégration économique en Europe a permis son développement et provoqué une expansion considérable de son commerce avec l'ensemble des pays tiers, et l'on peut dès lors espérer qu'un élargissement de la Communauté accélérera ce double processus d'intégration économique et d'expansion commerciale. Au cours des négociations, les pays intéressés se sont d'ailleurs efforcés de tenir plus particulièrement compte des intérêts des pays en voie de développement, et l'intention de la Communauté est de toute manière de veiller à ce que ses liens avec ces pays soient resserrés et que, à la faveur de son élargissement, une coopération plus étroite encore puisse s'établir avec le tiers monde.

79. Il convient de mentionner, à cet égard, les derniers événements qui ont marqué les relations entre la Communauté et l'Amérique latine. On sait que le Conseil de la Communauté a accueilli avec un vif intérêt la Déclaration de Buenos-Aires de juillet 1970, dans laquelle les pays latino-américains membres de la Commission spéciale de coordination latino-américaine exprimaient le souhait d'établir avec la Communauté un système de coopération permanent. La Communauté partageait ce souhait, et c'est en vue de déterminer les objectifs et les procédures d'un tel dialogue qu'une réunion entre la Communauté européenne et les pays d'Amérique latine membres de la Commission spéciale s'est tenue à Bruxelles le 18 juin 1971. Cette réunion a adopté une déclaration commune qui prévoit,

entre autres, l'instauration d'un dialogue permanent au niveau des ambassadeurs en vue notamment d'examiner les solutions possibles aux problèmes qui se posent dans le cadre des relations économiques et commerciales entre la Communauté et les pays d'Amérique latine.

80. Il convient de noter que d'une manière générale, en ce qui concerne l'aide financière aux pays en voie de développement, les États membres de la Communauté dépassent l'objectif de 1 p. 100 du PNB qui a été fixé dans le cadre de la deuxième Décennie.

81. M. Vinci signale enfin qu'un représentant de la Communauté fera ultérieurement une déclaration au sujet des actions communautaires prises dans le cadre de la deuxième Décennie, et notamment du système généralisé de préférences qui a été mis en œuvre par la Communauté dès le 1<sup>er</sup> juillet 1971.

La séance est levée à 18 h 25.